

Nous ne saurions retarder indûment l'adoption des mesures qui redonneront au Canada son indépendance politique et économique, selon le vœu de la grande majorité des Canadiens. Un honorable député a déjà cité John Foster Dulles au cours du débat. A propos d'un pays asiatique, il aurait déclaré qu'il existe deux moyens de conquérir une nation étrangère: s'assurer le contrôle de sa population par la force des armes ou faire mainmise sur son économie par des moyens financiers. Nous devrions voir dans cette déclaration la mise en garde suivante: le contrôle économique de notre pays sera suivi par le contrôle politique. Si la chose nous paraît peu souhaitable, notre seul recours est de prendre les mesures nécessaires pour freiner la mainmise étrangère et éventuellement l'inverser.

Les membres de son propre parti ne ménagent pas au gouvernement actuel les avertissements quant au danger d'une mainmise étrangère excessive. Encore en mai 1969, l'honorable monsieur Walter Gordon, ancien membre d'un cabinet libéral, signalait que les États-Unis exerceraient leur domination sur la politique canadienne si nous les laissions contrôler nos ressources et nos entreprises publiques. Il demandait des programmes tendant à neutraliser cette influence et à assurer l'indépendance réelle du pays. Il n'y a pas plus de deux mois, lors de la réunion libérale à Harrison Hot Springs, un certain nombre de délégués ont abordé la question de la souveraineté économique du Canada et ont exprimé le vœu que le gouvernement actuel agisse pour en assurer la sauvegarde. Selon l'un des participants à cette conférence, on disposerait déjà d'une bonne part des capitaux nécessaires pour assurer une plus grande participation canadienne aux industries du pays. La seule chose qui fasse défaut c'est l'organisation voulue pour assurer le placement de ces fonds.

Selon le Nouveau parti démocratique, la création d'une Société de développement du Canada résoudrait le problème. En fait, les libéraux en promettent une depuis un certain nombre d'années. Nous espérons que l'on présentera au cours de la session une mesure dans ce sens et que l'on s'attaquera à la rude tâche qui consiste à accroître la part de propriété canadienne dans l'industrie et à ramener au bercail certaines entreprises industrielles déjà perdues. Le collègue qui m'a précédé a longuement traité de la Société de développement du Canada. Je ne veux pas reprendre ses arguments.

Cependant, si cette société n'a pas encore été créée à l'heure actuelle c'est, en premier lieu, parce que les partis de la vieille garde

craignent de se faire étiqueter comme les protagonistes en quelque sorte d'une certaine participation publique dans le domaine du développement des ressources. Ce serait de la part de n'importe quel parti une attitude ridicule à adopter. Il suffit de regarder autour de nous pour s'apercevoir du grave déphasage dans bien des régions du Canada. On constate maintes fois que des industries pourraient ou auraient pu s'installer dans des régions. Or, s'il s'agissait d'y exercer une activité marginale, je puis vous assurer que les compagnies sous contrôle étranger ne s'intéresseraient nullement à y implanter une industrie.

J'exhorte le gouvernement à reconsidérer la question d'une Société de développement du Canada et à veiller à présenter la mesure au cours de la session. Lorsqu'on examine la question de la propriété étrangère, je suis toujours renversé d'entendre des hommes politiques à la Chambre et hors de ces murs, parler de la nécessité d'investissements étrangers. Ils ont l'air de penser que le Canada est une nation dans le dénuement. A maintes reprises, j'ai signalé que notre pays dispose aux fins d'investissements, de vastes montants qui pourraient et devraient servir à assurer le développement dont se chargent chaque jour des entreprises sous contrôle étranger.

Je constate que dans son discours d'hier soir, le député de Calgary-Nord (M. Williams) a durement attaqué notre parti. C'est son droit en tant que député. Je ne lui reproche pas d'attaquer la position que nous avons adoptée ici. Je suis cependant certain qu'il y a longtemps qu'on ne nous avait fourni autant d'armes précieuses que ne le fait le discours prononcé hier soir par le député de Calgary-Nord. Voici l'une de ses déclarations:

tout en veillant à ne pas laisser violer les droits des Canadiens, nous devons reconnaître que nous avons besoin des capitaux de ces sociétés. Nous devons tous coopérer.

Si l'on ne veut pas usurper des droits de citoyen, comment propose-t-il de les protéger ces droits? Comment propose-t-il de sauvegarder notre indépendance économique et politique lorsque, par leur emprise, les grosses sociétés peuvent influencer directement sur l'orientation politique de notre pays?

Il est arrivé, au Canada, que des entreprises étrangères dictent leurs ordres aux filiales de ces pays et stoppent ainsi la vente des produits aux autres pays. L'industrie automobile en fournit un exemple: on a dû renoncer à une vente de camions à la Chine continentale parce que la compagnie-mère des États-Unis a déclaré à sa filiale du Canada qu'elle ne pouvait pas vendre ces camions. Il y a d'autres exemples. L'un d'eux concernait récemment